

Chaînes d'espoir

Catherine Caron

Numéro 783, mars-avril 2016

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/81012ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (imprimé)

1929-3097 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Caron, C. (2016). Chaînes d'espoir. *Relations*, (783), 5-5.

CHAÎNES D'ESPOIR

Les chaînes humaines ont succédé aux casseroles au Québec. Pour le moment. Dans la dernière année, les mouvements *Touche pas à ma région*, puis *Je protège mon école publique* ont multiplié ces chaînes auxquelles de nouveaux maillons se sont récemment ajoutés, cette fois pour protéger les centres de la petite enfance. On a vu aussi les syndiqués du Front commun encercler l'Assemblée nationale à Québec, sans oublier les citoyens de Rimouski et de Tadoussac, opposés au projet de port pétrolier à Cacouna, qui ont formé un rempart symbolique pour protéger le fleuve Saint-Laurent.

Ces chaînes tissent quelque chose de nouveau. Elles mobilisent – et souvent de bon matin! – de nouvelles personnes qui n'avaient jamais fait d'actions de protestation avant. Ces citoyens et citoyennes se tendent la main dans une action commune rassembleuse, qui transcende d'autres clivages et renforce plusieurs volets de la lutte menée.

Au rythme où vont les choses, d'aucuns diront que c'est tout le Québec qu'on souhaiterait encercler et prendre dans nos bras symboliquement, pour protéger notre fleuve notamment, en plus des nombreuses institutions et outils collectifs menacés par les compressions du gouvernement libéral. Celles-ci totalisent plus de 4 milliards de dollars depuis 2014, selon l'Observatoire des conséquences des mesures d'austérité au Québec. L'économiste Pierre Fortin, peu assimilable à la gauche radicale, a pour sa part estimé qu'elles enlèveraient 3,5 milliards à l'économie québécoise (*Le Devoir*, 6 janvier 2016). C'est l'équivalent de 1% d'un PIB qui ne prend pas en compte la souffrance et les rêves brisés de qui attend un logement social ou une chirurgie, de qui perd des services ou un emploi. Sans oublier celle ou celui qui est sommé d'accepter n'importe quel travail soi-disant convenable sous peine de perdre des prestations, visée du scandaleux projet de loi 70 sur l'aide sociale, vivement combattu.

Pendant qu'on exige presque des moins nantis qu'ils disent merci à une élite qui ne cesse de les appauvrir, le mot d'ordre au gouvernement est pourtant « Cachons ces surplus! qu'on ne saurait voir!». C'est connu, ceux-ci aideront à constituer l'appât des prochaines élections: des baisses d'impôts.

Des baisses d'impôts qui ne doivent pas nous tromper davantage que les récents beaux discours du bon docteur Couillard: l'austérité est installée et elle agit comme un termite, dégradant structurellement les services et programmes touchés. La

prospérité n'est à l'horizon que pour ceux qui profitent des désastres et des opérations de sabotage pour offrir leurs services – lucratifs et privés de préférence.

Heureusement, nombre de Québécois et de Québécoises ne sont pas dupes. Ils voient que l'austérité est un plan fumeux à géométrie plus que variable: spécialistes et médecins s'enrichissent pendant que la moyenne des salariés s'appauvrit; compagnies minières, pétrolières et gazières déclarent des milliards de revenus mais siphonnent des fonds publics (incluant ceux du Fonds vert) pendant que nos programmes sociaux et environnementaux périssent; les femmes écopent plus que les hommes, car c'est tout le secteur public qui est affaibli, celui dont les métiers sont à prédominance féminine.

Pour espérer mettre fin à ce cycle, outre les problèmes d'une mobilisation sociale à intensifier et d'une opposition politique dont la faiblesse fait la force du gouvernement, il importe de combattre une fausse croyance encore trop répandue: celle que le Québec est si endetté que l'austérité serait inévitable. Plusieurs économistes dont Louis Gill et feu Jacques Parizeau, ainsi que les chercheurs de l'IRIS, entre autres, ont démontré que cela est faux. Nos gouvernements se privent volontairement de revenus depuis des années. Tel est le scandale qui devrait nous alarmer. Par ailleurs, investir non seulement dans nos services publics, mais aussi dans une transition écologique qui devrait elle aussi être propulsée par

le secteur public, pourrait contribuer à réduire la dette plus efficacement que des compressions à tout-va en pleine période de morosité économique. Ces investissements sont réalisables par tout gouvernement qui se donne comme priorité d'aller chercher l'argent là où il est et de respecter sérieusement les droits économiques, sociaux et culturels de sa population.

C'est de ces droits dont il est question derrière les chaînes humaines qui se tricotent sur les trottoirs face à un gouvernement qui a pour seul horizon la dé-démocratisation de la société québécoise et son américanisation rampante. Elles sont signe d'espoir à l'aube d'un printemps qui approche.

Catherine Caron

1. « 13 milliards \$ de surplus d'ici 2020 », blogue de Gérald Filion, Radio-Canada, 30 mars 2015.



Louise-Andrée Roberge, *Alors on danse*, 2016, acrylique et crayon sur toile, 40 x 40 cm. Artiste invitée du n° 731 (mars 2009)